

# Les inspecteurs de l'Éducation Nationale : un grand corps malade

*Par Pierre Frackowiak*

*"L'image du corps [des inspecteurs], son impact, sa crédibilité sont devenus si faibles que bien des spécialistes s'interrogent sur son avenir": Pierre Frackowiak dresse le constat alarmant de la dégradation constante et comme irréversible de l'image du corps des inspecteurs de l'Éducation Nationale, pris d'une sorte d'auto-aveuglement sur les réformes qu'il a acceptées, accompagnées et parfois subies : au point d'envisager une fin sans gloire ?*

Dans un ouvrage remarquable qui reste une référence<sup>[1]</sup>, « La République des enseignants », Emmanuel Davidenkoff et Brigitte Perruca écrivaient en 2003, sous le titre « Figures menaçantes » :

*Ils devaient être les fers de lance de la république des enseignants. Ses chevaux-légers. Son avant-garde éclairée. Ses managers enthousiastes. Une force de proposition et de conviction. Des capitaines autant que des assistantes sociales. Le turbo de la machine. Ils sont vécus, au mieux, comme des enquiquineurs, au pire comme de pleutres suppôts d'une bureaucratie post stalinienne. De tous les interlocuteurs des enseignants, les inspecteurs sont sans doute ceux qui font l'unanimité la plus évidente. Contre eux. Pas une voix pour évoquer la difficulté de leur fonction, qui les place pourtant dans une situation intenable, tout autant que celle des enseignants qu'ils inspectent : agir sans leviers efficaces. Leur bâton n'effraie guère faute de carotte à leur opposer.*

*Pire, ils semblent concentrer toutes les critiques que les enseignants adressent à leur employeur : gestion impersonnelle des ressources humaines, promotion à l'ancienneté, manque de formation par rapport à certaines situations, etc. L'inspecteur en tant qu'animateur pédagogique (l'autre versant de sa fonction) se trouve doublement dans la situation du messenger porteur de mauvaises nouvelles que le roi fera décapiter pour cette raison....*

Ce constat terrible aurait mérité quelques explications et nuances. Le fait est que peu de personnes ont réagi à l'époque et que les syndicats d'inspecteurs ont fait le choix du silence. Qu'en est-il près de sept ans plus tard ?

La situation s'est gravement détériorée. L'image du corps, son impact, sa crédibilité sont devenus si faibles que bien des spécialistes s'interrogent sur son avenir et se demandent même si les mesures prises depuis quelques années, mettant les inspecteurs sciemment dans les pires difficultés de leur histoire, ne sont pas inscrites dans la perspective d'une mort annoncée, parfaitement cohérente avec le contexte de réduction de la dépense publique et de libéralisation du système. Ils sont malheureusement les seuls à ne pas s'en rendre compte et à « faire semblant » en avalant, parfois goulument, toutes les couleuvres. La suppression de leur formation initiale, les conditions de leur recrutement qui n'a aujourd'hui plus rien à voir avec toute idée de concours républicain, l'introduction du mérite dans leur rémunération, le mépris avec lequel ils sont considérés dans les séminaires inter académiques où ils sont ouvertement traités comme des valets ou des exécutants interdits de pensée, faux experts jamais consultés, producteurs de milliers de rapports ignorés de l'institution, rendent leur position infiniment moins confortable encore qu'en 2003.

Comme dans les couples en perdition, ils sont les derniers à savoir. Réfugiés dans leur territoire, ils ignorent totalement ce que pensent réellement les enseignants de leur action et de leur conception du métier. Une tradition infantiliste perdure malgré le temps, le changement des générations et l'élévation du niveau de recrutement des enseignants. On ne dit pas à un inspecteur que l'on n'est pas d'accord, qu'il a tort, qu'il dit n'importe quoi, que l'on s'ennuie dans ses conférences, qu'il affirme le contraire de ce qu'il disait quelques années auparavant, que ses attitudes relèvent de l'autoritarisme et du manque de respect... Cela ne se fait toujours pas. Même les syndicats d'enseignants, régulièrement interpellés par leur base sont très réservés et recherchent systématiquement des arrangements discrets en cas de conflit, considérant qu'il vaut mieux ce système hiérarchique qu'un transfert du pouvoir à des élus ou à aux parents.

Une image fortement dégradée

Les comportements considérés comme excessifs et choquants seraient, selon les syndicats d'inspecteurs, marginaux, non représentatifs, anecdotiques, quasi négligeables. Ils auraient toujours existé... Pourtant, il n'est pas une rencontre avec des enseignants, partout en France, où l'on ne décrive des comportements qui semblent banals mais qui sont considérés, par devers leurs auteurs, comme choquants, déshumanisés et donc profondément contre productifs :

· L'annonce de l'inspection. La loi impose que les enseignants soient prévenus, ce qui n'était pas le cas naguère. Or, la pratique la plus répandue, dont on me dit qu'elle était recommandée à l'ESEN (école supérieure de l'Éducation Nationale) est d'annoncer aux victimes qu'elles seront inspectées entre le 1<sup>er</sup> et le 8, voire entre le 1<sup>er</sup> et le 15. On justifierait ce détournement de la loi par la nécessité de surprendre pour

observer les réalités. Or, outre le fait que tout enseignant peut toujours garder en réserve une belle séquence spécialement préparée pour l'inspection, la méthode est particulièrement scandaleuse. Elle assimile le métier d'inspecteur à un travail de policier contrôleur de flagrants délits. Elle est contraire à toute éthique dans la mesure où les inspecteurs supporteraient mal qu'un inspecteur général procède la même manière avec eux. Un minimum de confiance semble pourtant être un préalable à toute coopération. Afficher délibérément que la confiance n'existe pas me semble être indigne, incompatible avec la notion même d'éducation.

- Le délai des renvois des rapports. Surprise et « épluchée » dans les moindres détails, effrayée de voir une petite bête délogée d'un dossier, la victime attend parfois des semaines, voire des mois, son rapport d'inspection sans que personne n'ose protester. L'institution prouve ainsi, s'il en est besoin, que le rapport n'a aucune importance, hors la note. Ceci explique aussi que depuis toujours, les milliers de rapports et de notices d'inspection sont « archivés » sans être exploités pour des regards macroscopiques sur le fonctionnement du système. Le voudrait-on d'ailleurs, il n'est pas sûr que la matière serait exploitable. Ce n'est certes pas glorieux pour les inspecteurs, mais cela a toujours été comme ça, il n'y a donc pas de raison de changer. Beaucoup ne se posent même plus la question de l'utilité de leurs rapports. Le formalisme domine.

- Les exigences de paperasse inutile. 7 à 10 pages de notice préparatoire à l'inspection avec des questions auxquelles seul l'auteur du questionnaire est capable de répondre (et encore !) est une exigence habituelle parfois ponctuée d'une précision savoureuse : il n'est pas obligatoire de remplir le formulaire. Mais chaque destinataire comprend parfaitement qu'il vaut quand même mieux se résigner poliment à le faire. Certains ajoutent une exigence de produire un rapport sur l'inspection après l'inspection, sur ce que les personnels ont retenu. Le syndrome de la feuille blanche est alors terrible. Certains n'ont rien retenu hors quelques détails anecdotiques. D'autres sont en total désaccord avec les conceptions de l'inspecteur. Mais il faut absolument écrire quelque chose et surtout ne pas dire ce que l'on pense. Il n'est pas encore exigé de conclure par un « c'était bien ! » mais un commentaire positif serait à l'évidence bienvenu..

- Les certitudes annoncées en entretien. Peu de dialogue vrai. Peu de pensée divergente. L'inspecteur sait tout par cœur. Il décrète que les pédagogues qu'il a lui-même encensés sont aujourd'hui dépassés. Il affirme que les neurosciences ont fait la preuve de la justesse de ses préconisations qui se résument généralement à faire comme en 1900. Ainsi, au nom des saintes neurosciences, on reprend des positions du début du 20<sup>ème</sup> en les affublant d'oripeaux faussement scientifiques[2] pour les imposer autoritairement, balayant d'un revers de mains trente ans de recherche pédagogique avec un jugement péremptoire indiscutable : « Monsieur, c'est dépassé ! ». Les fondements des préconisations sont encore plus dépassés, mais l'absence de culture et de formation pédagogiques transforment des mensonges en vérités. Curieuse logique qui veut qu'en 2010, 1989 soit dépassé par 1900. L'école serait ainsi le seul domaine de la société où, pour résoudre un problème en 2010, on irait rechercher les solutions qui avaient fait la preuve de leur inefficacité dans les années 1960 et avaient imposé tous les efforts de rénovation pédagogique engagés après 1968...

- L'incapacité de prouver son expertise. Dominique Senore dans son excellent livre « Pour une éthique de l'inspection »[3] indiquait comme règle fondamentale : « Ne demande pas à l'enseignant de faire ce que tu ne saurais pas faire toi-même » et Philippe Meirieu rappelle souvent que la meilleure manière de prouver son expertise est de prendre la classe. Mais vous n'y pensez pas, ma chère... Alors, quand les publics concernés savent que l'inspecteur était réputé pour son incapacité à faire l'école[4], on peut imaginer le crédit réel de l'intéressé condamné à faire de l'autoritarisme pour asseoir un pouvoir factice. Cause toujours !

Des dérives mortifères

Les dérives se sont considérablement accrues depuis 2005 et encore bien davantage depuis 2008. J'ai souligné à de nombreuses reprises[5] la vanité du mirage du pilotage par les résultats, le danger du développement de l'autoritarisme, la régression observée dans la conception de l'acte d'inspection dans lequel la pédagogie disparaît. J'ai alerté avec d'autres[6] enseignants et inspecteurs sur l'impasse dans laquelle on avance faute d'avoir un projet, une doctrine, une pensée, faute d'exiger la participation aux réflexions et à la préparation de nouvelles politiques qui ne soient pas la reprise de celles qui avaient fait la preuve de leur inefficacité au cours des années 1960... En vain.

Le pilotage par les résultats sans moyens de régulation, sans formation, sans réflexion fondamentale sur la transposition de modèles économiques au monde de l'éducation, sans culture, conduit le système à la catastrophe. Mais le snobisme fait rage. Statistiques, courbes, camemberts, feuilles de route, évaluationnite aigue et développement effarant du « teaching for testing », cycle infernal évaluation pointilliste/remédiation illusoire, culpabilisation des enseignants et des élèves, absence de prise en compte sérieuse de la dimension sociale des problèmes. Les yeux rivés sur l'ordinateur, on traque désormais les marges possibles de progrès à moyens réduits. Le règne de la paperasse, de l'administratisation, de la pensée unique, de la répression contre les désobéisseurs et contre l'intelligence collective, est arrivé

L'aveu, même pas extorqué, que tout ce qui a été dit, fait, recommandé, avant 2008 était nul et le consensus à peine discret pour approuver toutes les nouvelles mesures régressives imposées comme si, enfin, un pouvoir génial avait découvert les recettes miracles que personne d'autre n'avait trouvés avant lui, même pas les inspecteurs experts, a achevé la destruction de l'image des inspecteurs. Les nouveaux vieux programmes de 2008, la mauvaise semaine des 4 jours, la supercherie de l'aide individualisée... Aucune objection. Aucune pensée divergente. Aucun débat. Au nom d'une loyauté dont l'exigence n'est apparue, curieusement, dans notre système que depuis 2005[7], on cautionne toutes les entreprises de destruction de l'école sous le label du néo libéralisme autoritaire en vogue

Les enseignants contestent-ils l'aide personnalisée, détournent-ils le dispositif ? Ils font de l'idéologie. Beurk. Le pouvoir lui n'en fait évidemment pas. Le malaise grandit dans les écoles, les enseignants perdent tout enthousiasme et se découragent et souffrent ? Basta. Qu'ils obéissent et fassent comme on leur dit de faire ! Et dans mon territoire, tout va bien. L'académie de médecine condamne sévèrement la semaine de 4 jours et la lourdeur accrue de la journée scolaire, Elle fait de la politique ! Ah, pourtant, généralement, l'académie de médecine ne se distingue pas particulièrement par ses aspirations révolutionnaires. Bon, alors, n'en parlons pas, enterrons le rapport. Les tonnes de paperasse rendues, les heures de réunions inutiles sont critiquées ? Peu importe. Les tableaux sont faits et renvoyés à l'échelon supérieur. Les statistiques sont faites... Les apparences sont sauvées...

Hallali ou sortie par le haut ?

Le corps, décrédibilisé, semble condamné par de nombreux observateurs et experts. La survie peut encore durer quelques années selon les circonstances, avec la poursuite de la baisse du niveau et de la diversité du recrutement pour en justifier la fin, avec une pseudo formation/formatage[8] ...

Un événement attendu risque pourtant de bousculer les comforts illusoire. La réorganisation des écoles, avec des directeurs responsables, bousculera inévitablement les fonctionnements. Certes, c'est une vieille affaire. Des projets antérieurs avaient été abandonnés, projet de droite, les maîtres directeurs de M. Monory, projet de gauche, le rapport du recteur Claude Pair. On sait par ailleurs que l'une des difficultés majeures de la mise en œuvre de la grande loi d'orientation de 1989 a été que le rôle du directeur d'école, depuis lors chargé de l'animation des concertations, du projet d'établissement, de l'organisation des cycles, etc. n'avait pas fait l'objet des mesures qui auraient été nécessaires. On sait que les idées d'établissement public du premier degré sont toujours actives et qu'à droite comme à gauche, on considère généralement que cette question est incontournable et peut-être vitale. Il est évident que si un tel projet se met en place, les missions des inspecteurs seront mécaniquement remises en cause. Bizarrement cela pourrait être salutaire. Car cela imposerait une véritable réflexion sur l'évolution des missions de ce corps. Le directeur prendrait naturellement en charge des tâches administratives, d'animation, de gestion, de relation avec les collectivités qui incombaient aux IEN. Même le pouvoir terrible d'accorder des autorisations d'absence d'une demi-heure ou de quelques jours serait enlevé aux IEN.

Le métier pourrait alors évoluer vers des missions d'accompagnement pédagogique ... mais dans un contexte de déni de la pédagogie, cela n'aurait guère de sens.

Il est plus probable qu'une partie des IEN serait reversée vers les nouveaux postes de direction, certains en sont d'ailleurs assez proches dans leur conception du métier, et qu'une autre partie serait affectée à des missions d'évaluation du système en liaison avec les autres catégories d'inspecteurs, avec un complément de formation aux statistiques. L'inspection individuelle classique donnant de plus en plus des signes d'obsolescence, faute de réflexion collective du corps, serait probablement abandonnée.

Dans les deux cas, l'avenir n'est guère enthousiasmant, seuls les conseillers pédagogiques pourraient, comme c'est déjà massivement le cas depuis plusieurs années, être attirés par un petit galon supplémentaire.

L'avenir sera de toute façon différent. Peut-être alors les inspecteurs se décideront-ils à débattre, à réfléchir à leurs missions dans un cadre conservateur contraint... Peut-être se mettront-ils à rêver d'une nouvelle conception du métier dans le cadre d'un projet éducatif moderne et démocratique inscrit dans un nouveau projet de société...

Peut-être prendront-ils conscience de la nécessité d'une éthique de l'inspection, de l'importance de la pédagogie aujourd'hui abandonnée et de leur possibilité de garantir le bonheur d'enseigner et le bonheur d'apprendre, en 2010, en 2030... pas en 1900[9] !

**Pierre Frackowiak**

Co-auteur avec Philippe Meirieu de "*L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société?*". Editions de l'Aube. Mai 2008. Réédition en format de poche, octobre 2009 - Auteur de "*Pour une école du futur. Du neuf et du courage.*" Préface de Philippe Meirieu. Editions La chronique sociale. Lyon.